

Michel Husson¹

Lire *Le Capital* aujourd'hui²

Une introduction au *Capital* ne peut avoir aujourd'hui d'autre sens que de justifier l'intérêt de sa lecture pour comprendre le capitalisme contemporain. Ce n'est à vrai dire pas si difficile. Périodiquement, en effet, la grande presse économique fait explicitement référence à la critique marxiste du capitalisme. Dans son édition du 19 décembre 2002, *The Economist* écrivait que “*le communisme comme système de gouvernement était mort ou mourant*” mais que “son avenir semblait assuré en tant que système d'idées”. *Business Week* du 20 janvier 2003 évoquait le retour de la lutte des classes. Plus récemment, dans le *Financial Times* du 28 décembre 2006, John Thornhill soulignait que “*l'essor récent de la mondialisation qui, à bien des points de vue, évoque l'époque de Marx a sans aucun doute conduit à un intérêt renouvelé pour sa critique de capitalisme (...)* Comment peut-il se faire que 2 pour cent les plus riches de la population adulte du monde possèdent plus de 50 pour cent de la richesse mondiale tandis que la moitié la plus pauvre n'en possède que 1 % ? Comment peut-on comprendre le capital sans lire *Das Kapital* ?”. En France, Jacques Attali, vient de publier une biographie de Marx³ où il soutient que c'est seulement aujourd'hui que l'on se pose les questions auxquelles répondait Marx.

Ces références ne suffisent cependant pas à ignorer une objection après tout légitime : en se réclamant d'une œuvre datant du XIX^e siècle pour analyser la réalité d'aujourd'hui, ne risque-t-on pas de sombrer dans un archaïsme dogmatique ? Ce procès en archaïsme est recevable, et il peut être mené à partir de deux postulats, dont un seul suffirait d'ailleurs à rendre caduque la référence marxienne. Pour justifier le recours à l'appareil conceptuel marxiste, il faut donc remettre en cause l'un et l'autre de ces postulats.

Le premier est que la science économique est une science qui aurait, depuis Marx, accompli des progrès qualitatifs, voire opéré des changements de paradigme irréversibles. Dans ce cas, l'analyse marxiste est rendue obsolète, non pas tant en raison des transformations de son objet, mais des progrès de la science économique. Cette conception de la “science économique” comme une science, et en tout cas comme une science unifiée et progressant linéairement, doit être récusée. Contrairement par exemple à la physique, les paradigmes de l'économie continuent en effet à coexister de manière conflictuelle, comme ils l'ont fait depuis le début. L'économie dominante actuelle, dite néo-classique, est construite sur un paradigme qui ne diffère pas fondamentalement de celui d'écoles pré-marxistes ou même pré-classiques. Le débat triangulaire entre l'économie “classique” (Ricardo), l'économie “vulgaire” (Say ou Malthus) et la critique de l'économie politique (Marx) continue à peu près dans les mêmes termes. Les rapports de forces qui existent entre ces trois pôles ont évolué, mais pas selon un schéma d'élimination progressive de paradigmes qui tomberaient peu à peu dans le champ pré-scientifique.

L'économie dominante ne domine pas en raison de ses effets de connaissance propres mais en fonction des rapports de force idéologiques et politiques plus généraux. Pour ne prendre qu'un exemple, on peut évoquer le débat tout à fait d'actualité sur les “trappes à chômage” : des indemnités trop généreuses décourageraient les chômeurs de reprendre un emploi et seraient l'une des causes principales de la persistance du chômage. Or, ce sont exactement les mêmes arguments que ceux qui étaient avancés en Grande-Bretagne pour remettre en cause la loi sur les pauvres (en 1832). Il s'agit d'une question sociale qu'aucun progrès de la science n'est venu trancher.

¹ Economiste, membre du Conseil scientifique d'Attac-France, <http://hussonet.free.fr>

² Introduction au résumé du *Capital* de Gabriel Deville, Los libros de la frontera, Barcelona.

³ Jacques Attali, *Karl Marx ou l'esprit du monde*, Fayard, Paris, 2005.

Le second postulat est que le capitalisme d'aujourd'hui serait qualitativement différent de celui qui était l'objet d'étude dont disposait Marx. Ses analyses pouvaient être utiles pour comprendre le capitalisme du XIX^{ème} siècle, mais elles auraient été rendues obsolètes par les transformations intervenues depuis lors dans les structures et les mécanismes du capitalisme. Certes, le capitalisme contemporain n'est évidemment pas similaire, dans ses formes d'existence, à celui que connaissait Marx. Mais les structures principales de ce système sont restées invariantes, et on peut même soutenir au contraire que le capitalisme contemporain est plus proche d'un fonctionnement "pur" que ne l'était celui de l'"Age d'or" qui va de la Seconde Guerre Mondiale au milieu des années 1970.

Si ce double point de vue est adopté (absence de progrès cumulatifs de la "science" économique et invariance des structures capitalistes) il devient licite d'appliquer les schémas marxistes aujourd'hui. Mais on ne peut se satisfaire pour autant d'une version affaiblie du dogmatisme qui consisterait à faire entrer plus ou moins de force la réalité d'aujourd'hui dans un cadre conceptuel marxien. Il faut encore montrer qu'on en tire un bénéfice, une plus-value, et que l'on réussit à mieux comprendre le capitalisme contemporain. C'est ce que la suite de ce texte essaie de faire autour de quelques exemples.

La théorie de la valeur

La théorie de la valeur-travail est au cœur de l'analyse marxiste du capitalisme. Il est donc normal de commencer par elle si l'on veut évaluer l'utilité de l'outil marxiste pour la compréhension du capitalisme contemporain. Il n'est pas question ici d'exposer cette théorie dans tous ces développements⁴. On peut après tout la résumer très succinctement autour d'une idée centrale : c'est le travail humain qui est la seule source de création de valeur. Par valeur, il faut entendre ici la valeur monétaire des marchandises produites sous le capitalisme. On se trouve alors confronté à cette véritable énigme, que les transformations du capitalisme n'ont pas fait disparaître, d'un régime économique où les travailleurs produisent l'intégralité de la valeur mais n'en reçoivent qu'une fraction sous forme de salaires, tandis que le reste va au profit. Les capitalistes achètent des moyens de production (machines, matières premières, énergie, etc.) et de la force de travail ; ils produisent des marchandises qu'ils vendent et se retrouvent au bout du compte avec plus d'argent qu'ils n'en ont investi au départ. Le profit est la différence entre le prix de vente et le prix de revient de cette production. C'est ce constat qui sert de définition dans les manuels, mais le mystère de la source du profit reste entier.

C'est autour de cette question absolument fondamentale que Marx ouvre son analyse du capitalisme dans *Le Capital*. Avant lui les grands classiques de l'économie politique, comme Smith ou Ricardo, procédaient autrement, en se demandant ce qui réglait le prix relatif des marchandises : pourquoi, par exemple, une table vaut-elle le prix de cinq pantalons ? Très vite, la réponse qui s'est imposée consiste à dire que ce rapport de 1 à 5 reflète plus ou moins le temps de travail nécessaire pour produire un pantalon ou une table. C'est ce que l'on pourrait appeler la version élémentaire de la valeur-travail. Ensuite, ces économistes - que Marx appelle classiques et qu'il respecte (à la différence d'autres économistes qu'il baptisera "vulgaires") - cherchent à décomposer le prix d'une marchandise. Outre le prix des matières premières, ce prix incorpore trois grandes catégories, la rente, le profit et le salaire. Cette formule "trinitaire" semble très symétrique : la rente est le prix de la terre, le profit le prix du capital, et le salaire est le prix du travail. D'où la contradiction suivante : d'un côté, la valeur d'une marchandise dépend de la quantité de travail nécessaire à sa production ; mais, d'un autre côté, elle ne comprend pas que du salaire. L'analyse se complique encore quand on

⁴ pour un exposé synthétique, on peut se reporter au premier chapitre de A. Martin, M. Dupont, M. Husson, C. Samary y H. Wilno, *Elementos de análisis económico marxista*, Los Libros de la Catarata, 2002, <http://hussonet.free.fr/engranaj.pdf>.

remarque, comme le fait Ricardo, que le capitalisme se caractérise par la formation d'un taux général de profit, autrement dit que les capitaux tendent à avoir la même rentabilité quelle que soit la branche dans laquelle ils sont investis.

Ricardo ne réussira pas à résoudre cette difficulté. Marx propose sa solution, qui est à la fois géniale et simple (au moins *a posteriori*). Il applique à la force de travail, cette marchandise un peu particulière, la distinction classique, qu'il fait sienne, entre valeur d'usage et valeur d'échange. Le salaire est le prix de la force de travail qui est socialement reconnu à un moment donné comme nécessaire à sa reproduction. De ce point de vue, l'échange entre le vendeur de force de travail et le capitaliste est en règle générale un rapport égal. Mais la force de travail dispose d'une propriété particulière - c'est sa valeur d'usage - de produire de la valeur. Le capitaliste s'approprie l'intégralité de cette valeur produite, mais n'en paie qu'une partie, parce que le développement de la société fait que les salariés peuvent produire durant leur temps de travail une valeur plus grande que celle qu'ils vont récupérer sous forme de salaire. Faisons comme Marx, dans les premières lignes du *Capital*, et observons la société comme une "*immense accumulation de marchandises*" toutes produites par le travail humain. On peut en faire deux tas : le premier tas est formé des biens et services de consommation qui reviennent aux travailleurs ; le second tas, qui comprend des biens dits "de luxe" et des biens d'investissement, correspond à la plus-value. Le temps de travail de l'ensemble de cette société peut à son tour être décomposé en deux : le temps consacré à produire le premier tas est appelé par Marx le travail nécessaire, et c'est le surtravail qui est consacré à la production du second tas.

Cette représentation est au fond assez simple mais, pour y parvenir, il faut évidemment prendre un peu de recul et adopter un point de vue social. C'est précisément ce pas de côté qu'il est si difficile de faire parce que la force du capitalisme est de proposer une vision de la société qui en fait une longue série d'échanges égaux. Contrairement au féodalisme où le surtravail était physiquement perceptible - le paysan devait travailler un certain nombre de jours par an sur les terres du seigneur ou lui remettre une fraction de sa propre récolte - cette distinction entre travail nécessaire et surtravail devient opaque dans le capitalisme, en raison même des modalités de la répartition des richesses et d'une très profonde division sociale du travail. Or, ce dispositif fonctionne encore aujourd'hui et prend même une forme exacerbée avec la financiarisation.

La finance crée-t-elle de la valeur ?

L'euphorie boursière et les illusions créées par la "nouvelle économie" ont donné l'impression que l'on pouvait "s'enrichir en dormant", bref que la finance était devenue une source autonome de valeur. Ces illusions n'ont rien d'original, et on trouve dans *Le Capital* tous les éléments pour en faire la critique, notamment dans les analyses du Livre 3 consacrées au partage du profit entre intérêt et profit d'entreprise. Marx écrit par exemple que : "*He aquí por que en la concepción vulgar de la gente se considera el capital-dinero, el capital a interés, como el verdadero capital, como el capital por excelencia*"⁵. Il semble en effet capable de procurer un revenu, indépendamment de l'exploitation de la force de travail. C'est pourquoi, ajoute Marx, "*Para la economía vulgar, que pretende presentar el capital como fuente independiente de valor, de creación de valor, esta forma es, naturalmente, un magnífico hallazgo, la forma en que ya no es posible identificar la fuente de la ganancia y en que el resultado del proceso capitalista de producción – desglosado del proceso mismo – cobra existencia independiente*"⁶.

⁵ Karl Marx, *El Capital*, Libro 3, Fondo de Cultura Económica, México, 1995, p.360.

⁶ Karl Marx, *El Capital*, Libro 3, Fondo de Cultura Económica, México, 1995, p.374.

La théorie de la valeur est donc particulièrement utile pour traiter correctement le phénomène de la financiarisation. Une présentation largement répandue consiste à dire que les capitaux ont en permanence le choix de s'investir dans la sphère productive ou de se placer sur les marchés financiers spéculatifs, et qu'ils arbitrent entre les deux en fonction des rendements attendus. Cette approche peut avoir des vertus critiques, mais elle a le défaut de suggérer qu'il y a là deux moyens alternatifs de gagner de l'argent. En réalité, on ne peut s'enrichir en Bourse que sur la base d'une ponction opérée sur la plus-value, de telle sorte que le mécanisme admet des limites, celles de l'exploitation, et que le mouvement de valorisation boursière ne peut s'autoalimenter indéfiniment.

D'un point de vue théorique, les cours de Bourse doivent être indexés sur les profits attendus. Cette liaison est évidemment très imparfaite, et dépend aussi de la structure de financement des entreprises : selon que celles-ci se financent principalement ou accessoirement sur les marchés financiers, le cours de l'action sera un indicateur plus ou moins précis. L'économiste marxiste Anwar Shaikh a exhibé une spécification qui montre que cette relation fonctionne bien pour les Etats-Unis⁷. Il en va de même dans le cas français : entre 1965 et 1995, l'indice de la Bourse de Paris est bien corrélé avec le taux de profit. Mais cette loi a été clairement enfreinte dans la seconde moitié des années 90 : à Paris, le CAC40 a par exemple été multiplié par trois en cinq ans, ce qui est proprement extravagant. Le retournement boursier du début des années 2000 doit donc être interprété comme une forme de rappel à l'ordre de la loi de la valeur qui se fraie la voie, sans se soucier des modes économiques. Le retour du réel renvoie en fin de compte à l'exploitation des travailleurs, qui est le véritable "fondamental" de la Bourse. La croissance de la sphère financière et des revenus qu'elle procure, n'est possible qu'en proportion exacte de l'augmentation de la plus-value non accumulée, et l'une comme l'autre admettent des limites, qui ont été atteintes.

Fin du travail, et donc de la valeur-travail ?

Les théorisations nées de la "nouvelle économie" débouchent sur l'idée que les nouvelles technologies rendent obsolète la valeur-travail, parce qu'elles introduisent des transformations fondamentales dans la nature des marchandises. En particulier, la détermination de leur valeur par le travail socialement nécessaire ne correspondrait plus à la place prise par la connaissance dans la production.

Les marchandises modernes prennent de plus en plus la forme de biens et services immatériels : logiciels, films, information, etc. Mais ceci ne remet pas en cause la théorie de la valeur-travail, qui ne fait pas de la marchandise une chose. Ce n'est pas son existence matérielle qui constitue la marchandise mais un rapport social largement indépendant de la forme concrète du produit : est marchandise ce qui est vendu comme moyen de rentabiliser un capital.

Une autre caractéristique de ces marchandises est leur reproductibilité, qui découle d'une structure de coûts particulière : la conception du produit nécessite une mise de fonds initiale importante et concentrée dans le temps, où les dépenses de travail qualifié occupent une place croissante ; ces investissements se dévalorisent rapidement et il faut donc les rentabiliser sur une période courte ; les coûts variables de production ou de reproduction sont relativement faibles ; enfin il est possible de s'approprier gratuitement l'innovation ou le produit lui-même. On parle aussi d'indivisibilité, notion qui s'applique bien à l'information : une fois celle-ci produite, sa diffusion ne prive personne de sa jouissance, contrairement par exemple à un livre que je ne peux lire si je l'ai donné ou prêté.

⁷ Anwar M. Shaikh, "The Stock Market and the Corporate Sector : A Profit-Based Approach", The Jerome Levy Economics Institute, *Working Paper* n°146, 1995, <http://hussonet.free.fr/shaikh.pdf>.

Dans la mesure où les nouvelles technologies introduisent la possibilité d'une production et d'une diffusion presque gratuites, elles entrent en contradiction avec la logique du profit. Pour fonctionner selon ses règles habituelles, le capitalisme doit limiter ces virtualités par des dispositifs juridiques protégeant la propriété industrielle (brevets, droits d'auteur, licences, etc.) et par des procédés qui annihilent la valeur d'usage de certaines innovations. Un exemple récent est donné par l'invention de protections interdisant le transfert et la lecture des fichiers numériques.

Les marchandises modernes ne conduisent donc pas à l'émergence d'un nouveau mode de production qui dépasserait la loi de la valeur, comme le prétendent certains théoriciens du "capitalisme cognitif". Tout au contraire, comme le souligne André Gorz, "*le capitalisme cognitif, c'est la contradiction du capitalisme*"⁸. On retrouve en effet cette contradiction absolument classique entre la forme que prend le développement des forces productives (ici la diffusion gratuite potentielle) et les rapports de production capitalistes qui cherchent à reproduire le statut de marchandise, à rebours des potentialités des nouvelles technologies.

Ces mêmes théories du dépassement de la valeur-travail insistent sur le rôle joué par la connaissance dans les processus productifs, qui mettrait particulièrement à mal la théorie de la valeur-travail. Pour Enzo Rullani, "*el conocimiento se ha convertido en un factor necesario, tanto como el trabajo y el capital*" et le capitalisme cognitif "*funciona de manera diferente del capitalismo a secas*". C'est pourquoi "*Ni la teoría del valor, de la tradición marxista, ni la liberal, actualmente dominante, pueden dar cuenta del proceso de transformación del conocimiento en valor*"⁹.

C'est ignorer que l'une des sources essentielles de l'efficacité du capitalisme a toujours résidé dans l'incorporation des capacités des travailleurs à sa machinerie sociale. Marx soulignait déjà que "*La acumulación del saber y de la destreza, de las fuerzas productivas generales del cerebro social, es absorbida así, con respecto al trabajo, por el capital y se presenta por ende como propiedad del capital, y mas precisamente del capital fijo*"¹⁰. L'idée selon laquelle le capital jouit de la faculté de s'approprier les progrès de la science (ou de la connaissance) n'a donc rien de nouveau dans le champ du marxisme. C'est au contraire un des grands apports de Marx d'avoir montré que le capital n'était pas un parc de machines ou d'ordinateurs en réseau, mais un rapport social de domination.

L'analyse du chômage

Le capitalisme, notamment européen, est caractérisé depuis deux décennies, par un recul de la part des salaires dans le revenu national, par la persistance d'un chômage de masse et l'extension de la précarité. L'une des manières de justifier cette situation consiste pour l'économie dominante à évoquer la théorie du taux de chômage d'équilibre. Il est aussi appelé NAIRU (*non accelerating inflation rate of unemployment*) parce que c'est celui en dessous duquel l'inflation se déclenche. Toute politique visant à retourner au plein emploi serait illusoire parce que la baisse du taux de chômage déclencherait un surcroît d'inflation qui ramènerait finalement le taux de chômage à sa valeur "d'équilibre".

⁸ André Gorz, *L'immatériel*, Galilée, 2003.

⁹ Enzo Rullani, "El capitalismo cognitivo: du déjà vu?", traduction de "Le capitalisme cognitif : du déjà-vu ?", *Multitudes* n°2, 2000, <http://sindominio.net/arkitzean/multitudes/multitudes2/rullani.htm>. Pour une critique, voir Michel Husson, "¿ Hemos entrado en el capitalismo cognitivo ?", <http://hussonet.free.fr/cognitic.pdf>.

¹⁰ Karl Marx, *Elementos fundamentales para la crítica de la economía política (Grundrisse)*, Siglo XXI, Madrid, 1997, vol.2, p.220.

Mais si on examine de plus près sa formulation, on découvre qu'il s'agit tout aussi bien d'une théorie du "taux d'exploitation d'équilibre", d'autant plus élevé que le taux de chômage et les gains de productivité sont élevés, à condition que ces derniers ne se répercutent pas pleinement sur les salaires. Cette approche moderne n'est rien d'autre qu'une reformulation de la théorie de Marx, comme le montre cette citation : *"La proporción diferente en que la clase obrera se descompone en ejército activo y ejército de reserva, el aumento o la disminución del sobrante relativo de población correspondiente al flujo y reflujo del periodo industrial, determinan exclusivamente las variaciones en el tipo general de los salarios"*.¹¹

Tout se passe comme si les politiques européennes s'inspiraient directement de cette analyse, qui permet de comprendre pourquoi elles se fixent comme objectif d'augmenter le taux d'emploi, et non pas de baisser le taux de chômage. Il s'agit de créer des emplois à condition de faire progresser encore plus rapidement les arrivées sur le marché du travail pour maintenir la pression exercée par ce que Marx appelait "armée industrielle de réserve". On tient là une description assez fidèle des règles de fonctionnement d'un capitalisme qui vise à augmenter le taux d'exploitation en maintenant la pression exercée par le chômage de masse sur les salaires et à déconnecter leur progression des gains de productivité.

La marchandise contre les besoins sociaux

L'une des tendances les plus frappantes du capitalisme contemporain est de chercher à transformer en marchandises ce qui ne l'est pas ou ne devrait pas l'être, et d'abord les services publics et la protection sociale. Un tel projet est doublement réactionnaire : il affirme à la fois la volonté du capitalisme de retourner à son état de nature en effaçant tout ce qui avait pu le civiliser ; il révèle en outre son incapacité profonde à prendre en charge les problèmes nouveaux qui se posent à l'humanité.

La distinction établie par Marx entre valeur d'échange et valeur d'usage est ici une clé essentielle pour comprendre les exigences du capitalisme. Il veut bien répondre à des besoins rationnels et à des aspirations légitimes, comme soigner les malades du Sida ou limiter les émissions de gaz à effet de serre ; mais c'est à la condition que cela passe sous les fourches caudines de la marchandise et du profit. Dans le cas du Sida, le principe intangible est de vendre les médicaments au prix qui rentabilise leur capital, et tant pis si ce prix n'est abordable que par une minorité des personnes concernées. C'est bien la loi de la valeur qui s'applique ici, avec son efficacité propre, qui n'est pas de soigner le maximum de malades mais de rentabiliser le capital investi. Les luttes qui visent, non sans succès, à contrer ce principe d'efficacité ont donc un contenu anticapitaliste immédiat, puisque l'alternative est de financer la recherche sur fonds publics et ensuite de distribuer les médicaments en fonction du pouvoir d'achat des patients, y compris gratuitement. Quand les grands groupes pharmaceutiques s'opposent avec acharnement à la production et à la diffusion de médicaments génériques, c'est le statut de marchandises et c'est le statut de capital de leurs mises de fonds qu'ils défendent, avec une grande lucidité.

La même opposition se retrouve à propos de la lutte contre l'effet de serre. Là encore, les puissances capitalistes (groupes industriels et gouvernements) refusent le moindre pas vers une solution rationnelle qui serait la planification énergétique à l'échelle planétaire. Ils cherchent des succédanés qui ont pour nom "écotaxe" ou "droits à polluer". Il s'agit pour eux de faire rentrer la gestion de ce problème dans l'espace des outils marchands où, pour aller vite, on joue sur les coûts et les prix, au lieu de jouer sur les quantités. Il s'agit de créer de pseudo-marchandises et de pseudo-marchés, dont

¹¹ Karl Marx, *El capital*, cette édition, p.287.

l'exemple le plus caricatural est le projet de marché des droits à polluer. C'est une pure absurdité qui ne résiste même pas aux contradictions inter-impérialistes, comme l'a montré la dénonciation unilatérale par les Etats-Unis de l'accord de Kyoto, pourtant bien timide.

Dans le même temps, le capitalisme contemporain vise à organiser l'économie mondiale et l'ensemble des sociétés selon ses propres modalités, qui tournent le dos aux objectifs de bien-être. Le processus de constitution d'un marché mondial est mené de manière systématique et vise au fond l'établissement d'une loi de la valeur internationale. Mais ce projet se heurte à de profondes contradictions, parce qu'il repose sur la négation des différentiels de productivité qui font obstacle à la formation d'un espace de valorisation homogène. Cet oubli conduit à des effets d'éviction qui impliquent l'élimination potentielle de tout travail qui ne se hisse pas d'emblée aux normes de rentabilité les plus élevées, celles que le marché mondial tend à universaliser. Les pays sont alors fractionnés entre deux grands secteurs, celui qui s'intègre au marché mondial, et celui qui doit en être tenu à l'écart. Il s'agit alors d'un anti-modèle de développement, et ce processus de dualisation des pays du Sud est strictement identique à ce que l'on appelle exclusion dans les pays du Nord.

C'est enfin la force de travail elle-même que le patronat voudrait ramener à un statut de pure marchandise. Le projet de "refondation sociale" du patronat français exprimait bien cette ambition de n'avoir à payer le salarié qu'au moment où il travaille pour le patron, ce qui signifie réduire au minimum et reporter sur les finances publiques les éléments de salaire socialisé, "remarchandiser" les retraites, et faire disparaître la notion même de durée légale du travail. Ce projet tourne le dos au progrès social qui passe au contraire par la "démarchandisation" et le temps libre. Il ne faut pas compter ici sur les innovations de la technique pour atteindre cet objectif mais sur un projet radical de transformation sociale qui est le seul moyen de renvoyer la vieille loi de la valeur au rayon des antiquités. La lutte pour le temps libre comme moyen privilégié de redistribuer les gains de productivité est alors la voie royale pour faire que le travail ne soit plus une marchandise et que l'arithmétique des besoins sociaux se substitue à celle du profit.

C'est la voie tracée par Marx dans l'un des derniers chapitres du *Capital* : "*La libertad, en este terreno, sólo puede consistir en que el hombre socializado, los productores asociados, regulen racionalmente este su intercambio de materias con la naturaleza, lo pongan bajo su control común en vez de dejarse dominar por él como por un poder ciego, y lo lleven a cabo con el menor gasto posible de fuerzas y en las condiciones más adecuadas y más dignas de su naturaleza humana. Pero, con todo ello, siempre seguirá siendo éste un reino de la necesidad. Al otro lado de sus fronteras comienza el despliegue de las fuerzas humanas que se considera como fin en sí, el verdadero reino de la libertad, que sin embargo sólo puede florecer tomando como base aquel reino de la necesidad. La condición fundamental para ello es la reducción de la jornada de trabajo*"¹².

La théorie de l'accumulation

La théorie marxiste de l'accumulation et de la reproduction du capital propose un cadre d'analyse de la dynamique du mode de production capitaliste. Ce dernier est doté d'un principe d'efficacité spécifique, qui ne l'empêche pas de buter régulièrement sur des contradictions (qu'il a jusqu'ici réussi à surmonter). Son histoire lui a fait parcourir différentes phases qui le rapprochent d'une crise systémique, mettant en cause son principe central de fonctionnement, sans qu'il soit pour autant possible d'en déduire l'inéluctabilité de son effondrement final.

¹² Karl Marx, *El Capital*, Libro 3, Fondo de Cultura Económica, México, 1995, p.759.

Commençons par une apologie paradoxale : le capitalisme est, dans l'histoire de l'humanité, le premier mode de production à faire preuve d'un tel dynamisme. On peut le mesurer par exemple à l'essor sans précédent de la productivité du travail depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, qui faisait dire à Marx que le capitalisme révolutionnait les forces productives. Cette performance découle de sa caractéristique essentielle, qui est la concurrence entre capitaux privés mus par la recherche de la rentabilité maximale. Cette concurrence débouche sur une tendance permanente à l'accumulation du capital ("*la Loi et les prophètes*" disait Marx), qui bouleverse en permanence les méthodes de production et les produits eux-mêmes et ne se contente pas d'augmenter l'échelle de la production.

Ces atouts ont pour contrepartie des difficultés structurelles de fonctionnement, qui se manifestent par des crises périodiques. On peut repérer deux contradictions absolument centrales qui combinent une tendance à la suraccumulation, d'une part, à la surproduction d'autre part. La tendance à la suraccumulation est la contrepartie de la concurrence : chaque capitaliste tend à investir pour gagner des parts de marché, soit en baissant ses prix, soit en améliorant la qualité du produit. Il y est d'autant plus encouragé que le marché est porteur et la rentabilité élevée. Mais la somme de ces actions, rationnelles quand elles sont prises séparément, conduit presque automatiquement à une suraccumulation. Autrement dit, il y a globalement trop de capacités de production mises en place, et par suite trop de capital pour qu'il puisse être rentabilisé au même niveau qu'avant. Ce qui est gagné en productivité se paie d'une augmentation de l'avance en capital par poste de travail, ce que Marx appelait la composition organique du capital.

La seconde tendance concerne les débouchés. La suraccumulation entraîne la surproduction, en ce sens qu'on produit aussi trop de marchandises par rapport à ce que le marché peut absorber. Ce déséquilibre provient d'une sous-consommation relative, chaque fois que la répartition des revenus ne crée pas le pouvoir d'achat nécessaire pour écouler la production. Marx a longuement étudié les conditions de la reproduction du système, que l'on peut résumer en disant que le capitalisme utilise un moteur à deux temps : il lui faut du profit, bien sûr, mais il faut aussi que les marchandises soient effectivement vendues, de manière à empocher réellement ce profit, à le "réaliser" pour reprendre le terme de Marx. Il montre que ces conditions ne sont pas absolument impossibles à atteindre mais que rien ne garantit qu'elles soient durablement satisfaites. La concurrence entre capitaux individuels porte en permanence le risque de suraccumulation, et donc de déséquilibre entre les deux grandes "sections" de l'économie : celle qui produit les moyens de production (biens d'investissement, énergie, matières premières, etc.) et celle qui produit les biens de consommation. Mais la source principale de déséquilibre est la lutte de classes : chaque capitaliste à tout intérêt à baisser les salaires de ses propres salariés, mais si tous les salaires sont bloqués, alors les débouchés viennent à manquer. Il faut alors que le profit obtenu grâce au blocage des salaires soit redistribué vers d'autres couches sociales qui le consomment et se substituent ainsi à la consommation des salariés défailante.

Le fonctionnement du capitalisme est donc irrégulier par essence. Sa trajectoire est soumise à deux sortes de mouvement qui n'ont pas la même ampleur. Il y a d'un côté le cycle du capital qui conduit à la succession régulière de booms et de récessions. Ces crises périodiques plus ou moins marquées, font partie du fonctionnement "normal" du capitalisme. Il s'agit de "petites crises" dont le système sort de manière automatique : la phase de récession conduit à la dévalorisation du capital et crée les conditions de la reprise. C'est l'investissement qui constitue le moteur de ces fluctuations en quelque sorte automatiques.

La théorie des ondes longues

Mais le capitalisme a une histoire, qui ne fait pas que répéter ce fonctionnement cyclique et qui conduit à la succession de périodes historiques, marquées par des caractéristiques spécifiques. La théorie des ondes longues développées par Ernest Mandel¹³ conduit au repérage résumé dans le tableau suivant.

Tableau 1. La succession des ondes longues

	phase expansive	phase récessive
1ère onde longue	1789-1816	1816-1847
2ème onde longue	1848-1873	1873-1896
3ème onde longue	1896-1919	1920-1919/45
4ème onde longue	1940/45-1967/73 “l’Age d’or”	1968/73- ? “la Crise”

Sur un rythme beaucoup plus long, le capitalisme connaît ainsi une alternance de phases expansives et de phases récessives. Cette présentation synthétique appelle quelques précisions. La première est qu’il ne suffit pas d’attendre 25 ou 30 ans. Si Mandel parle d’onde plutôt que de cycle, c’est bien que son approche ne se situe pas dans un schéma généralement attribué - et probablement à tort - à Kondratieff, de mouvements réguliers et alternés des prix et de la production. L’un des points importants de la théorie des ondes longues est de rompre la symétrie des inflexions inflexiones punto decisivoretournements vueltas : le passage de la phase expansive à la phase dépressive est “endogène”, en ce sens qu’il résulte du jeu des mécanismes internes du système. Le passage de la phase dépressive à la phase expansive est au contraire exogène, non automatique, et suppose une reconfiguration de l’environnement social et institutionnel. L’idée clé est ici que le passage à la phase expansive n’est pas garanti d’avance et qu’il faut reconstituer un nouvel “ordre productif”. Cela prend le temps qu’il faut, et il ne s’agit donc pas d’un cycle semblable au cycle conjoncturel dont la durée peut être reliée à la durée de vie du capital fixe. Voilà pourquoi cette approche ne confère aucune primauté aux innovations technologiques : dans la définition de ce nouvel ordre productif, les transformations sociales (rapport de forces capital-travail, degré de socialisation, conditions de travail, etc.) jouent un rôle essentiel.

Le taux de profit est un bon indicateur synthétique de la double temporalité du capitalisme. A court terme, il fluctue avec le cycle conjoncturel, tandis que ses mouvements de long terme scandent les grandes phases du capitalisme. La mise en place d’un ordre productif cohérent se traduit par son maintien à un niveau élevé et à peu près “garanti”. Au bout d’un certain temps, le jeu des contradictions fondamentales du système dégrade cette situation, et la crise est toujours et partout marquée par une baisse significative du taux de profit. Celle-ci reflète une double incapacité du capitalisme à reproduire le degré d’exploitation des travailleurs et à assurer la réalisation des marchandises. La mise en place progressive d’un nouvel ordre productif se traduit par un rétablissement plus ou moins rapide du taux de profit. C’est de cette manière qu’il nous semble utile de reformuler la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : ce dernier ne baisse pas de manière continue mais les mécanismes qui le poussent à la baisse finissent toujours par l’emporter sur ce que Marx appelait les contre-tendances. L’exigence d’une refonte de l’ordre productif réapparaît donc périodiquement.

L’approche marxiste de la dynamique longue du capital pourrait en fin de compte être résumée de la manière suivante : la crise est certaine, mais la catastrophe ne l’est pas. La crise est certaine, en ce sens que tous les arrangements que le capitalisme s’invente, ou qu’on lui impose, ne peuvent

¹³ Ernest Mandel, *Las ondas largas del desarrollo capitalista*, Siglo XXI, Madrid, 1986.

supprimer durablement le caractère déséquilibré et contradictoire de son fonctionnement. Seul le passage à une autre logique pourrait déboucher sur une régulation stable. Mais ces remises en cause périodiques qui scandent son histoire n'impliquent nullement que le capitalisme se dirige inexorablement vers l'effondrement final. A chacune de ces "grandes crises", l'option est ouverte : soit le capitalisme est renversé, soit il rebondit sous des formes qui peuvent être plus ou moins violentes (guerre, fascisme), et plus ou moins régressives (tournant néo-libéral). C'est dans ce cadre que l'on doit examiner la trajectoire du capitalisme contemporain.

La reproduction difficile

Pour fonctionner de manière relativement harmonieuse, le capitalisme a besoin d'un taux de profit suffisant, mais aussi de débouchés. Mais cela ne suffit pas, et une condition supplémentaire doit être satisfaite, qui porte sur la forme de ces débouchés : ils doivent correspondre aux secteurs susceptibles, grâce aux gains de productivité induits, de rendre compatible une croissance soutenue avec un taux de profit maintenu. Or, cette adéquation est constamment remise en cause par l'évolution des besoins sociaux.

Dans la mesure où le blocage salarial s'est imposé comme le moyen privilégié de rétablissement du profit en Europe, la croissance possible était *a priori* contrainte. Mais ce n'est pas la seule raison, qu'il faut plutôt trouver dans les limites de taille et de dynamisme de ces nouveaux débouchés. La multiplication de biens innovants n'a pas suffi à constituer un nouveau marché d'une taille aussi considérable que la filière automobile, qui entraînait non seulement l'industrie automobile mais les services d'entretien et les infrastructures routières et urbaines. L'extension relativement limitée des marchés potentiels n'a pas non plus été compensée par la croissance de la demande. Il manquait de ce point de vue un élément de bouclage important qui devait mener des gains de productivité à des progressions rapides de la demande en fonction des baisses de prix relatives induites par les gains de productivité.

On assiste ensuite à une dérive de la demande sociale, des biens manufacturés vers les services, qui correspond mal aux exigences de l'accumulation du capital. Le déplacement se fait vers des zones de production (de biens ou de services) à faible potentiel en productivité. Dans les coulisses de l'appareil productif aussi, les dépenses de services voient leur proportion augmenter. Cette modification structurelle de la demande sociale est l'une des causes essentielles du ralentissement de la productivité qui vient ensuite raréfier les opportunités d'investissement rentables. Ce n'est pas avant tout parce que l'accumulation a ralenti que la productivité a elle-même décéléré. C'est au contraire parce que la productivité - en tant qu'indicateur de profits anticipés - a ralenti, que l'accumulation est à son tour découragée et que la croissance est bridée, avec des effets en retour supplémentaires sur la productivité. Un autre élément à prendre en considération est également la formation d'une économie réellement mondialisée qui, en confrontant les besoins sociaux élémentaires au Sud avec les normes de compétitivité du Nord, tend à évincer les producteurs (et donc les besoins) du Sud. Dans ces conditions, la distribution de revenus ne suffit pas, si ceux-ci se dépensent dans des secteurs dont la productivité - inférieure ou moins rapidement croissante - vient peser sur les conditions générales de la rentabilité. Comme le transfert n'est pas freiné ou compensé en raison d'une relative saturation de la demande adéquate, le salaire cesse en partie d'être un débouché adéquat à la structure de l'offre et doit donc être bloqué. L'inégalité de la répartition en faveur de couches sociales aisées (au niveau mondial également) représente alors, jusqu'à un certain point, une issue à la question de la réalisation du profit.

L'enlèvement du capitalisme dans une phase dépressive résulte donc d'un écart croissant entre la transformation des besoins sociaux et le mode capitaliste de reconnaissance et de satisfaction, de ces

besoins. Mais cela veut dire aussi que le profil particulier de la phase actuelle mobilise, peut-être pour la première fois dans son histoire, les éléments d'une crise systémique du capitalisme. On peut même avancer l'hypothèse que le capitalisme a épuisé son caractère progressiste en ce sens que sa reproduction passe dorénavant par une involution sociale généralisée. En tout cas, on doit constater que ses capacités actuelles d'ajustement se restreignent, dans ses principales dimensions, technologique, sociale et géographique.

Le capitalisme contemporain est caractérisé par un progrès technique latent assorti d'importants gains de productivité virtuels. Mais la mobilisation de ces potentialités se heurte à une triple limite :

- l'insuffisance de l'accumulation représente un frein à la diffusion des nouveaux équipements et au rajeunissement rapide du stock de capital ;
- l'imbrication croissante entre l'industrie et les services au cœur même de l'appareil productif contribue à tirer vers le bas les performances globales de la productivité ;
- l'insuffisant dynamisme de la demande renforce l'effet précédent et y ajoute un facteur spécifique d'inadéquation à l'offre, à la fois par baisse de l'élasticité de la demande aux prix des nouveaux produits, et par déplacement de la demande sociale vers des services à moindre productivité.

Si la technologie ne permet donc plus de modérer la satisfaction des besoins sociaux sous l'espèce de marchandises à forte productivité, cela veut dire que l'adéquation aux besoins sociaux est de plus en plus menacée et que les inégalités croissantes dans la répartition des revenus deviennent la condition de réalisation du profit. C'est pourquoi, dans sa dimension sociale, le capitalisme est incapable de proposer un "compromis institutionnalisé" acceptable, autrement dit un partage équitable des fruits de la croissance. Il revendique, d'une manière complètement contradictoire avec le discours élaboré durant "l'Age d'or" des années d'expansion, la nécessité de la régression sociale pour soutenir le dynamisme de l'accumulation. Il semble incapable, sans modification profonde des rapports de force, de revenir de lui-même à un partage plus équilibré de la richesse.

Enfin, du point de vue géographique, le capitalisme a perdu sa vocation d'extension en profondeur. L'ouverture de vastes marchés potentiels après la chute du Mur de Berlin n'a pas constitué le nouvel Eldorado imaginé, et donc pas non plus le "choc exogène" salvateur. La structuration de l'économie mondiale tend à renforcer les mécanismes d'éviction en contraignant les pays du Sud à un impossible alignement sur des normes d'hyper-compétitivité. De plus en plus, la figure harmonieuse de la Triade est remplacée par des rapports conflictuels entre les trois pôles dominants. Le dynamisme récent des Etats-Unis ne jette pas les bases d'un régime de croissance qui pourrait ensuite se renforcer en s'étendant au reste du monde. Ses contreparties apparaissent de plus en plus évidentes sous forme d'étouffement de la croissance en Europe et encore plus au Japon. Enfin la relation entre le Nord et les grands pays émergents du Sud (Chine, Inde, etc.) est fondamentalement déséquilibrée. C'est pourquoi, la phase actuelle du capitalisme est placée sous le signe d'une montée des tensions entre les pôles dominants de l'économie mondiale et d'une instabilité accrue de cette dernière.

Bref, les possibilités de remodelage de ces trois dimensions (technologique, sociale, géographique) susceptibles de fournir le cadre institutionnel d'une nouvelle phase expansive semblent limitées et cette onde longue est vraisemblablement appelée à s'étirer dans la faible croissance. Pour paraphraser une formule célèbre, l'Age d'or a sans doute représenté "le stade suprême du capitalisme", ce qu'il avait de mieux à offrir. Le fait qu'il retire ostensiblement cette offre marque de sa part la revendication d'un véritable droit à la régression sociale.

Nouvelle économie, nouvelle onde longue ?

Sommes-nous entrés dans une nouvelle phase de croissance durable ? On peut rassembler les éléments de réponse déjà proposés en énonçant de manière synthétique les ingrédients d'une phase expansive : un niveau suffisamment élevé du taux de profit et la reprise de l'accumulation comme conditions immédiates ; un environnement relativement stable, notamment du point de vue de la structuration de l'économie mondiale, assurant les conditions de maintien du taux de profit à ce niveau élevé. Ce premier ensemble de conditions définit un schéma de reproduction établissant qui achète ce qui est produit. Il faut y ajouter des exigences de légitimité sociale qui définit un "ordre productif" et garantit la reproduction générale du modèle.

La spécificité absolument inédite de la phase actuelle est précisément que le rétablissement du taux de profit n'a pas permis de redresser aucune des autres courbes du capitalisme. Le taux d'accumulation, le taux de croissance du PIB et celui de la productivité du travail sont tous à la baisse alors que le taux de profit grimpe. Certes, la phase plus récente de la "nouvelle économie" a en partie comblé l'écart aux Etats-Unis, où on a pu constater un redressement des trois courbes : accumulation, croissance et productivité. Mais ce rétablissement est très limité dans le temps et encore plus dans l'espace : malgré le rétablissement du taux de profit, le capitalisme mondial n'est pas entré dans une nouvelle phase expansive. Il lui manque essentiellement trois attributs : un ordre économique mondial, des terrains d'accumulation rentable suffisamment étendus et un mode de légitimation sociale. La phase actuelle est particulièrement étirée, faute de boucler sur un ordre productif cohérent et sur une structuration stable de l'économie mondiale.

La grille théorique proposée ici peut être rapidement située par rapport à d'autres approches. Elle ne s'oppose pas en tant que telle à l'approche régulationniste¹⁴ initiale et présente bien des points communs quant aux questions posées et à son principe général : pour bien fonctionner, le capitalisme a besoin d'un ensemble d'éléments constitutifs de ce que l'on peut appeler un mode de régulation, un ordre productif ou une période historique. L'important est de combiner l'historicité et la possibilité de schémas de reproduction relativement stables. Mais il faut se séparer des travaux régulationnistes de la "deuxième génération" placés sous le signe de l'harmonie spontanée, et soucieux avant tout de dessiner les lignes d'un nouveau contrat social, comme si c'était la logique naturelle de fonctionnement du capitalisme, et comme si celui-ci disposait en permanence d'un stock de modes de régulation où il suffirait de l'encourager à choisir le bon.

Cette approche se distingue également d'une interprétation marxiste monocausale faisant du taux de profit instantané l'alpha et l'oméga de la dynamique du capital. Mais il faut surtout faire un sort aux approches qui donnent une place disproportionnée à la technologie. S'il existe un lien organique entre la succession d'ondes longues et les révolutions scientifiques et techniques, cette mise en relation ne peut se ramener à une vision "à la Schumpeter" où l'innovation serait en soi la clé de l'ouverture d'une nouvelle phase d'expansion. Les mutations liées à l'informatique constituent à n'en pas douter un nouveau "paradigme technico-économique" - pour reprendre la terminologie de Freeman et Louçã¹⁵ - mais cela ne suffit pas à fonder une nouvelle phase expansive. Il est d'autant plus urgent de prendre ses distances avec un certain scientisme marxiste que les avocats du capitalisme le reprennent à leur compte en feignant de croire que la révolution technologique en cours suffit à définir un modèle social cohérent.

¹⁴ pour une critique de l'école de la régulation, voir Michel Husson, "L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon : un aller sans retour ?", in Jacques Bidet et Eustache Kouvelakis, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF, 2001, <http://hussonet.free.fr/regula99.pdf>.

¹⁵ Christopher Freeman et Francisco Louçã, *As time goes by, From the Industrial Revolutions to the Information Revolution*, Oxford University Press, 2002.

La théorie des ondes longues permet de renouer avec la radicalité critique du marxisme. Si le capitalisme a autant de mal à jeter les bases d'un ordre relativement stable et socialement attractif, c'est qu'il est confronté à une véritable crise systémique. Sa prospérité repose dorénavant sur la négation d'une grande partie des besoins sociaux. Arrivé à ce stade, les pressions qu'on peut exercer sur lui pour le faire fonctionner autrement, le "réguler", doivent être tellement fortes qu'elles se distinguent de moins en moins d'un projet global de transformation sociale. Il faut donc apprendre à être radical, autrement dit "aller à la racine des choses", et le retour à Marx est une étape de cette démarche. L'édition résumée de Gabriel Deville a de ce point de vue l'immense avantage de rendre accessible à un large public l'œuvre maîtresse de Marx.

Lectures complémentaires

Ernest Mandel. *El Capital. Cien años de controversias en torno a la obra de Karl Marx*. Siglo XXI, México, 1985.

Ernest Mandel, *Iniciación a la economía marxista*

<http://www.ernestmandel.org/es/escritos/pdf/iniciacion%20a%20la%20economia%20marxista.pdf>

Oeuvres de Marx sur Internet

<http://www.marxists.org/espanol/m-e/index.htm>

El Capital sur Internet

<http://www.ucm.es/info/bas/es/marx-eng/capital.htm>